

*Les subsides*

Monsieur le Président, j'aimerais parler brièvement d'autres régions du Canada. Il y a quelques jours, nous avons appris que le chômage avait augmenté sensiblement, plus dans un seul mois qu'au cours de n'importe quel autre mois depuis cinq ans. L'accroissement du nombre de chômeurs canadiens depuis un mois est égal à la population de villes comme Sudbury, Saskatoon, Chicoutimi, Oshawa ou Saint-Jean. Autrement dit, en un seul mois, l'équivalent de toute une population urbaine est venu gonfler les rangs des chômeurs. Pourtant, le gouvernement continue à dire: «Soyez patients. Ne vous affolez pas. Nous consultons divers groupes et nous allons présenter un budget en avril ou en mai». Nous ne bénéficierons pas des retombées du budget avant l'automne ou même l'hiver prochain, mais le gouvernement nous dit de ne pas nous affoler.

J'ai l'impression que les Canadiens en ont assez de rester calmes. Un million et demi de Canadiens sont sans emploi et leur nombre augmente constamment. En d'autres termes, un million et demi de nos concitoyens ne produisent rien pour notre société et ne contribuent rien à l'économie canadienne. Parce que nous avons un million et demi de travailleurs en chômage, on construit moins de maisons et de routes, on plante moins d'arbres et on produit moins de biens de consommation.

Et ce n'est pas tout: le gouvernement fédéral dépense presque un milliard de dollars par mois en prestations d'assurance-chômage, sans parler des centaines de millions de dollars qu'il verse en allocations sociales sous forme de paiements de transfert. Nous n'avons pas les moyens de subventionner tant de chômeurs, monsieur le Président, car cela réduit notre productivité et nous coûte énormément cher.

Qu'est-ce que les gouvernements ont proposé, monsieur le Président? Essentiellement, deux choses. D'aucuns prétendent que le chômage va disparaître si nous laissons les forces du marché agir librement, la libre entreprise, quoi. Ces gens-là sont convaincus que les gouvernements et les bureaucrates sont à la source de tous les maux. D'après les conservateurs, si l'État cesse d'intervenir dans tous les domaines, le secteur privé va prendre la relève et favoriser le développement, l'expansion et la création d'emplois.

● (1115)

John Kenneth Galbraith a fort bien cerné la question en disant que pour ces gens-là, les riches ne travaillent pas parce qu'ils n'ont pas assez d'argent, et les pauvres ne travaillent pas non plus, parce qu'ils ont trop d'argent.

Ces gens voudraient que nous reculions dans le passé jusqu'à l'époque où, de leur avis, le gouvernement s'ingérait moins dans la vie privée des particuliers. Mais comment comptent-ils procéder pour ce faire? Eh bien, ils voudraient réduire la taille du gouvernement. Leur plus haute priorité est de réduire les dépenses consacrées aux programmes sociaux et de comprimer le déficit, quelles qu'en soient les conséquences. C'est ce qui s'est produit en Colombie-Britannique. C'est de cette façon que procède Bill Bennett.

Dans son exposé du 8 novembre dernier, le ministre des Finances (M. Wilson) a exposé les priorités du gouvernement. Tout au haut de la liste venait non pas la création d'emplois ou l'expansion économique, mais bien la réduction du déficit. Dans son exposé du 8 novembre, le ministre a fait des déclarations qui ressemblaient étrangement à celles que le premier ministre de la Colombie-Britannique a faites dans ses deux derniers budgets.

Je voudrais en citer un ou deux exemples. Le 8 novembre, le ministre des Finances a soutenu que la première priorité du gouvernement cette année et pendant le reste de son mandat doit être de contenir le déficit. Dans son budget de 1983, le gouvernement de la Colombie-Britannique décidait catégoriquement de restreindre les dépenses et de réduire la taille du gouvernement. Toujours le 8 novembre, le ministre des Finances a déclaré qu'à son avis, la compression du déficit représentait le meilleur moyen de ranimer la confiance. Le budget de 1983 de la Colombie-Britannique prétendait renfermer les mesures budgétaires voulues pour contenir la taille et la charge du gouvernement de façon que le secteur privé, les grandes sociétés extractives et toutes les autres entreprises, petites et grandes, évoluent dans un climat économique propre à favoriser la fragile relance.

Voyons un peu ce qui s'est produit en Colombie-Britannique. En 1983, le gouvernement de la province s'est tourné vers l'avenir et a fait certaines projections, à l'instar du ministre fédéral des Finances. Le gouvernement de la Colombie-Britannique estimait que la croissance réelle de la province serait d'environ 6 p. 100. D'après lui, les investissements devaient augmenter de 15 p. 100 en 1984, et l'emploi croître de près de 4 p. 100. C'est du moins ce qu'il croyait à l'époque. C'est, en tout cas, ce qu'il souhaitait. C'est un peu comme un conte de fées; si on y croit vraiment, les rêves vont se réaliser.

Eh bien, monsieur le Président, ce n'est pas ce qui s'est produit. La croissance réelle de la province a été inférieure à 1 p. 100. En d'autres mots, elle a décliné. Il n'y a donc pas eu de croissance économique en Colombie-Britannique. Les investissements ont baissé de 5 p. 100, au lieu d'augmenter de 15 p. 100. Le taux de croissance de l'emploi a également baissé. En d'autres mots, le chômage augmente à un rythme effarant d'un mois à l'autre. Les prévisions du gouvernement provincial ne se sont tout simplement pas réalisées.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les députés de l'opposition, notamment les néo-démocrates de la Colombie-Britannique, voient cette situation d'un mauvais œil, mais nous ne sommes pas les seuls. Ainsi, le président de la Chartered Accountants' Association de la Colombie-Britannique a déclaré le 19 octobre 1984 que la province s'en allait droit à la ruine cet hiver. Il a ajouté que bien des membres de son association recommandaient à leurs clients de fuir la Colombie-Britannique. En d'autres mots, pour ceux qui recherchent des possibilités de croissance, d'épanouissement, d'expansion et d'investissement, il vaut mieux quitter la Colombie-Britannique et aller vers l'est au Manitoba.